

pour lesquels les coûts de mise en valeur et de production seront beaucoup plus élevés. Il nous faudra par exemple appliquer des techniques de récupération secondaire et tertiaire relativement coûteuses. En outre, une bonne partie de notre pétrole viendra de régions actuellement éloignées ou de gisements sous-marins dont l'accès difficile fera grimper les coûts de production.

Sources
d'énergie
nouvelles

Je crois qu'il est également vrai que l'accroissement de la production pétrolière ne réussira pas à combler nos besoins énergétiques dans les prochaines décennies. Nous devons apprendre à utiliser beaucoup plus rationnellement l'énergie et à compter relativement moins sur le pétrole. Notre programme énergétique national, que mes collègues du Cabinet étudieront avec vous pendant la conférence, vise à réaliser cet objectif chez nous. Au plan international, les pays industrialisés devront, pour le reste du siècle, s'en remettre davantage au gaz naturel, au charbon thermique et à l'électricité produite par des réacteurs nucléaires et des centrales hydro-électriques conventionnelles. Pour la dernière partie de ce siècle et le début du siècle suivant, les technologies utilisant des sources d'énergie nouvelles et renouvelables comme la conversion de la biomasse, l'énergie géothermique et l'énergie marémotrice devraient contribuer grandement à la satisfaction de nos besoins énergétiques.

Mais cette transition ne sera pas facile. Nous savons d'expérience que le développement et l'utilisation de nouvelles ressources et de nouvelles technologies exigent du temps. Nous savons également que les investissements nécessaires seront massifs. Au Canada seulement, pour la présente décennie, ils dépasseront probablement les \$250 milliards.

La communauté internationale reconnaît de plus en plus la nécessité absolue d'une coopération concertée et à long terme. Certaines mesures ont déjà été prises en ce sens. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), créée en 1974, est un important mécanisme de coopération de plus en plus grande entre la plupart des pays industrialisés. Lors des sommets économiques tenus ces dernières années, les dirigeants des pays industrialisés se sont de plus en plus tournés vers les problèmes et les objectifs liés à l'énergie. Par exemple, les participants au Sommet de Venise de l'an dernier ont convenu d'un programme détaillé de mesures pour la restructuration à long terme de nos économies énergétiques, et ils ont créé un groupe de haut niveau pour surveiller les programmes qui seront mis en place dans les prochaines décennies.

Mais quelle a été l'efficacité des mesures prises jusqu'à maintenant? Je crois que les données sont assez encourageantes. Pendant les années 60, la consommation d'énergie primaire dans les pays industrialisés s'est accrue de plus de 5 pour cent par année. Depuis 1976 toutefois, ce taux de croissance a été ramené à moins de 2 pour cent par année. En outre, les importations énergétiques des pays développés en 1978 ont à peine dépassé les niveaux de 1973, et leurs importations pétrolières ont en fait été réduites à des niveaux inférieurs à ceux de 1973. Il y a d'autres signes encourageants de progrès réels, du moins dans les pays industrialisés. Nous savons que, dans les années 60, la consommation d'énergie s'est accrue aussi ou plus rapidement que le taux de croissance économique. Mais depuis 1976, cette consommation n'a représenté qu'environ la moitié du taux de croissance économique. Enfin, si les objectifs des partenaires des sommets économiques et des membres de l'AIE sont atteints avant